

Benin

Update on the context and situation of children

Le Bénin est un pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure avec un PIB/habitant de 1250 USD[1]. La population est estimée à 12 314 650 habitants[2] en 2022 avec 51 % d'enfants et 24,76% d'adolescents.

Sur le plan politique, le climat en 2022 s'est apaisé par rapport à l'année 2021 qui a connu des élections présidentielles tendues. Ceci a été possible notamment grâce à la décision d'organiser des élections législatives inclusives en 2023.

Sur le plan économique, il a été noté un ralentissement de la croissance économique, estimée à 6.0% [3], en comparaison à 7.2% en 2021, principalement dû aux répercussions de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine sur l'économie nationale. Le Programme d'Actions du Gouvernement II 2021-2026 est dans sa deuxième année de mise en œuvre. En dépit des mesures prises par le Gouvernement pour améliorer l'approvisionnement alimentaire et subventionner le carburant, 40,1 % et 49,5 % des ménages du Bénin sont respectivement « sévèrement » et « très sévèrement » touchés par les effets de l'augmentation des prix.

Sur le plan sanitaire, la vaccination contre la COVID-19 s'est poursuivie en routine en 2022 avec 7,339,940 doses de vaccins reçus, dont 75% à travers le mécanisme COVAX facilité par l'UNICEF. 2,742,837 personnes étaient complètement vaccinées en décembre 2022, soit 35.48% de la cible et 21,04% de la population totale.

L'année 2022 a été marquée par la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du pays, avec 22 attaques des Groupes Armées Non Etatiques (GANE) enregistrées, contre trois en 2021. Face à ces incidents, le Gouvernement a renforcé la sécurisation des populations dans les zones à risque. A la fin de 2022, 1,897 réfugiés du Burkina Faso et déplacés internes étaient recensés. Neuf écoles ont été fermées et certaines formations sanitaires ont réduit leur temps d'opération dans les départements du nord de l'Atacora et l'Alibori.

Les inondations, les épidémies (choléra, polio) et les effets du changement climatique sur la saisonnalité des campagnes agricoles influencent la prolongation des périodes de soudure et épuisent les moyens de subsistance des ménages.

Ce contexte à la fois socio-économique, sécuritaire et climatique accroît la vulnérabilité des populations face aux chocs. Le nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement durable (UNSDCF) 2023-2026 a été finalisé et l'UNICEF a entamé l'élaboration de son nouveau Programme de coopération Benin-UNICEF en tenant compte de ces défis.

Pour la réalisation de l'ODD3, la mise à l'échelle de l'approche équité dans 30 des 34 zones sanitaires a permis à la couverture en Penta3 de passer de 72% à 76%. Une évaluation de l'impact de l'approche équité est envisagée en 2023. Grâce à une augmentation du nombre de formations sanitaires engagées dans l'offre de service de qualité aux couples mères/nouveau-nés pour atteindre 56% des zones sanitaires, la mortalité néonatale a baissé et le nombre de cas de décès de nouveau-né a régressé de 6% à 2% au niveau national. Le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant a été réduit de 7,6% en 2016 à 3,03% en 2022.

L'opérationnalisation de la nouvelle politique de santé communautaire en 2022 constitue un tournant majeur vers l'accélération de la couverture sanitaire universelle au Bénin. L'intégration des aspects de protection des enfants dans le travail des relais communautaires contribue également à l'adoption

d'une vision holistique de l'accès à des services sociaux de qualité au niveau national.

Pour l'ODD4, entre 2021 et 2022, il a été relevé une augmentation de 5% des effectifs d'élèves, entraînant une amélioration du taux brut de scolarisation qui est passé de 112,09% à 117,43% et une légère progression de la parité de 0,93 contre 0,92 en 2021. Le taux brut de scolarisation des filles particulièrement a connu une évolution de 5,5 points.

Dans le cadre du Sommet Mondial sur la Transformation de l'Éducation de septembre 2022, le Bénin a réaffirmé son engagement pour la mise en place des actions transformatrices du système éducatif béninois afin de le rendre plus performant et résilient aux chocs. Le Gouvernement a organisé un forum national pour l'accélération de l'éducation des filles durant lequel l'élaboration d'un programme spécifique axé sur une approche intersectorielle de l'éducation et du bien-être des filles a été décidé.

Afin de faciliter les apprentissages scolaires, la révision des programmes d'enseignement du primaire, initiée en 2021, s'est poursuivie avec la réalisation de ceux des classes fondamentales. Les résultats aux examens de la fin du primaire montrent que le taux de réussite au niveau national a évolué timidement de 81,56% à 81,90% entre 2021 et 2022. Cependant, au niveau des départements jadis considérés comme non performants, il a été noté une tendance de 84,17% à 87,45% pour le Borgou et de 72,39% à 74,39% pour l'Alibori.

En lien avec les ODD 3, 5, 8 & 16, malgré une amélioration notable des indicateurs de protection de l'enfant tel que rapporté par les données provisoires du MICS 2021, plus de 8 enfants sur 10 restent affectés par les violences, notamment les violences sexuelles. Toutefois, le pays a pu en plus des lois adoptées en 2021 contre les violences faites aux filles et aux femmes, renforcer en 2022 son arsenal politico-légal pour mieux protéger les enfants avec de nouvelles dispositions légales contre l'institutionnalisation et le travail des enfants et en développant un plan national et trois plans départementaux de réponse à la menace sécuritaire

L'environnement familial et communautaire s'est également amélioré grâce à des mécanismes communautaires renforcés dans les villages de 35% des communes du Bénin, y compris celles affectées par la menace sécuritaire. Les efforts soutenus par l'UNICEF pour améliorer la disponibilité et l'offre de services de protection a induit des résultats supérieurs aux cibles visées. Ainsi, 15,652 enfants victimes de violence ont pu être pris en charge et 73,603 adolescentes ont pu être protégées des mariages d'enfants.

[1] Banque Mondiale : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-2020-2021>

[2] Projection démographique de 2014 à 2063 et perspective de la demande sociale de 2014 à 2030 au Bénin, INStAD, décembre 2022

[3] DGB/MEF : Loi de Finances, Gestion 2023, Rapport Economique et Financier, décembre 2022.

Major contributions and drivers of results

En 2022, suite à la pandémie de COVID-19, qui avait exacerbé la fragilité des structures sociales et sanitaires, et en réponse aux menaces sécuritaires dans le nord du Bénin, l'UNICEF a plaidé avec ses partenaires auprès du Gouvernement pour une approche visant des investissements accrus dans le développement et des actions de résilience en faveur des communautés et des populations vivants dans les zones vulnérables.

Le bureau pays a, avec l'appui du bureau régional, procédé à un shift programmatique et opérationnel en adoptant son Programme pour mieux répondre aux chocs liés à l'insécurité, en procédant notamment à l'expansion de ses interventions dans les zones affectées et/ou à risque, avec l'ouverture

d'un bureau de terrain à Natitingou, fonctionnel depuis octobre 2022. Depuis que la Procédure d'Activation d'Urgence L2 a été initiée pour la crise au Sahel en juillet 2022, l'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement et les ONGs, a investi des efforts considérables pour renforcer la résilience des systèmes et assurer la continuité de l'accès aux services sociaux essentiels, afin de ne laisser personne de côté. Dans cette démarche, une assistance a pu être apportée aux réfugiés venant du Burkina Faso et aux déplacés internes.

L'UNICEF a donc priorisé la prévention, la préparation et la réponse aux urgences liées au débordement de la crise du Sahel dans le nord du pays ainsi que l'accélération des résultats clés pour les enfants, en conformité avec le Plan stratégique 2022-2025 de l'UNICEF, en particulier la vaccination (Résultat clé 1/KRC1), l'amélioration des résultats des apprentissages (Résultats clés/KRC3&4), et la prévention des violences contre les enfants (Résultat clé/KRC 5).

Vaccination des enfants

L'accent mis sur la vaccination contre la COVID-19 ayant fortement impacté les taux de vaccination des enfants de moins de cinq ans, l'UNICEF a appuyé la relance du PEV de routine en intensifiant les rattrapages vaccinaux et la mise en œuvre des micro-plans équité pour atteindre les enfants « zéro dose » et sous vaccinés. Les zones sanitaires réalisant l'équité en vaccination sont passées de 26 à 30 en 2022, pour une cible de 29. Les communes affectées par la crise du Sahel, mais initialement exclues par l'analyse équité, ont bénéficié d'un appui conjoint de l'UNICEF et de l'OMS pour éviter une régression des couvertures vaccinales. Ceci a permis aux zones sanitaires de vacciner 29,803 enfants additionnels ciblés, contre 26,497 en 2021. Un total de 393,755 enfants de 0-11 mois ont été vaccinés au Penta3, parmi lesquels 44,228 enfants « zéro dose » et 50,067 enfants sous vaccinés.

L'UNICEF a acheminé 75% des vaccins contre la COVID-19 et facilité leur intégration au PEV de routine grâce au renforcement quantitatif et qualitatif de la logistique et de la chaîne de froid. En 2022, le Bénin a notifié 13 cas de Polio virus de type 2 dérivés de la souche vaccinale. Face à cette situation, 76.5% des enfants ciblés ont pu être vaccinés lors du premier tour de la riposte nationale. Aucune rupture de vaccin n'a été notée au niveau des districts grâce à une mobilisation à temps de la contrepartie financière nationale. En outre, 99.96% enfants de six à 59 mois ont bénéficié de la supplémentation en vitamine A à travers la routine et les semaines de survie de la mère et de l'enfant réalisées dans les 34 zones sanitaires.

L'appui apporté par l'UNICEF au Gouvernement pour l'approvisionnement et la logistique contribue à renforcer le système de santé, à travers l'acquisition en 2022 de six chambres froides, 150 frigos solaires et 24 véhicules, dont quatre véhicules tout-terrain frigorifiques, pour le transport des vaccins des dépôts départementaux vers les centres périphériques.

Amélioration des résultats des apprentissages

Afin de renforcer les apprentissages scolaires et améliorer la qualité de l'éducation, en particulier pour les filles, l'UNICEF a poursuivi le soutien de la réforme curriculaire engagée en 2021 par la formation de 2,086 enseignants et directeurs d'écoles de l'Alibori et du Borgou sur l'utilisation des programmes révisés de français et de mathématiques au CP[1]. Cette formation soutient la politique de révision des programmes de l'enseignement primaire initiée par le Gouvernement en 2021.

Le plaidoyer de l'UNICEF a abouti à l'inscription de la révision du curriculum du préscolaire dans la réforme curriculaire en cours et la prise en compte du préscolaire dans les études thématiques spécifiques lors de la prochaine évaluation PASEC en 2024.

Pour améliorer le processus enseignement-apprentissage-évaluation, l'UNICEF a renforcé les capacités de 257 encadreurs pédagogiques afin de former et superviser 2,558 enseignants. L'UNICEF a poursuivi le plaidoyer pour assurer la présence d'enseignants dans les zones à faible scolarisation, et dans les communes à risque dans le nord du pays en particulier.

Ce plaidoyer a également contribué à la mobilisation des partenaires, dont le secteur privé, pour la distribution gratuite de 665,849 kits scolaires (25% d'augmentation par rapport à 2020-2021), y compris dans les zones frontalières avec les pays du Sahel, et la poursuite de l'éducation des enfants dans les écoles fermées à la rentrée scolaire 2022-2023 du fait de la menace sécuritaire.

Le dialogue politique qui s'est poursuivi à travers l'organisation du Forum national pour l'accélération de l'éducation des filles et les échanges trimestriels avec les Ministres en charge de l'éducation a permis d'assurer le renforcement des synergies des acteurs de l'éducation en faveur de l'éducation des filles, l'amélioration de l'accès au numérique dans les écoles et l'introduction de l'éducation à la paix dans les écoles et au niveau des communautés à partir de 2023, résultant en un engagement accru pour la transformation de l'éducation.

Lutte contre les Violences faites aux enfants

L'UNICEF a renforcé son appui au Gouvernement afin de réduire les violences faites aux enfants (VFE), notamment les violences sexuelles, en utilisant une approche multisectorielle transformatrice de genre et une vision holistique du bien-être des filles. UNICEF a initié un dialogue avec le nouvel Institut National de la Femme pour accompagner la mise en application de la loi renforçant la répression des auteurs de Violences basées sur le Genre (VBG), adoptée en 2021. Ce partenariat est une opportunité majeure pour l'accélération de l'élimination des violences contre les filles, y compris le mariage d'enfants.

La mise à disposition du paquet minimum d'interventions à l'échelle nationale par les 85 centres de promotion sociale et la stratégie d'identification des enfants vulnérables ou victimes par les mécanismes communautaires ont permis à 15,652 enfants, dont 8,999 filles et 632 enfants avec handicap, de bénéficier de services intégrés de prise en charge. Parmi ces enfants, 1,882 étaient affectés par la menace sécuritaire, dont 865 déplacés internes et réfugiés en provenance du Burkina Faso et 11 enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents.

Afin de renforcer la capacité de réponse de l'UNICEF face aux défis sécuritaires, une approche de « localisation » a été déployée. Dans ce cadre, des partenariats avec deux associations communautaires de femmes ont été développés. L'UNICEF a également accompagné l'opérationnalisation de 1,718 comités de veille villageois, couvrant 96% des villages des 27 communes les plus vulnérables. 491,388 parents, leaders communautaires et religieux et enseignants ont été mobilisés pour agir contre les VFE et les VBG, dont le mariage d'enfants.

Une approche favorisant l'autonomisation et l'éducation par les pairs a été déployée afin de permettre aux jeunes d'être outillés face aux risques. Dans cette démarche, 134,154 adolescent.es et jeunes ont été formés pour promouvoir la paix et partager les mécanismes de prévention et de réponse face aux violences. 73,603 adolescentes de 10 à 19 ans ont été rendues plus autonomes par l'éducation aux compétences de vie courantes et 54,601 adolescents et jeunes garçons ont été outillés sur la masculinité positive. Cette mobilisation communautaire a permis à 382,251 enfants, dont 205,567 filles et 1,810 enfants avec handicap, de recevoir un soutien psychosocial adéquat.

Actions humanitaires

Le bureau de terrain de Natitingou, situé près des zones frontières avec le Burkina Faso, a pu être ouvert et rendu opérationnel. La facilitation des procédures opérationnelles a également permis de renforcer les activités du bureau de terrain de Parakou, qui couvre les zones à risque frontalières avec le Nigéria et le Niger, de recruter de nouveaux collègues spécialisés sur la préparation et la réponse aux urgences et d'accroître les capacités de stockage de l'UNICEF dans le nord.

Des accords dormants, dont un avec CARE Benin, ont été signés pour faciliter les transferts monétaires aux ménages dans les situations d'urgence.

La mobilisation de 4,411 acteurs formés sur la protection des enfants en situation humanitaire et la

mise en place de mécanismes de coordination des principaux partenaires dans les départements affectés par la menace sécuritaire ont permis de fournir des kits d'urgence à 1,445 personnes réfugiées ou déplacées internes, dont 865 enfants.

Pour améliorer l'accès aux services WASH, 145 comités locaux d'assainissement sont maintenant opérationnels dans les localités vulnérables. Grâce au soutien de l'UNICEF, des initiatives de microfinance et des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes ont pu être développées dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement.

Face au risque de décrochage scolaire, la dotation en fournitures scolaires a été étendue à 89,530 enfants et adolescents, dont 45,165 filles, pour encourager les parents à maintenir les enfants à l'école. L'UNICEF a également pré-positionné du matériel éducatif pour environ 20,000 enfants et adolescent.es. 80 enfants réfugiés, dont 33 filles, ont pu être scolarisés dans la commune de Tanguiéta, après plusieurs années hors de l'école pour certain.es et grâce à la mobilisation de l'UNICEF, des centres de promotion sociale, des enseignants et des ONG partenaires.

Pour assurer la continuité des services de santé et de nutrition, des équipements et des kits médicaux pour 64,356 personnes, dont 11,881 enfants de moins de cinq ans, 3,444 femmes enceintes et les 1,445 personnes réfugiées/déplacées ont été pré-positionnés. Des intrants nutritionnels ont également pu être livrés dans les centres de santé pour le traitement de 1,315 enfants souffrant de malnutrition sévère aigue.

Les jeunes ont été mis au cœur des actions de réponse de l'UNICEF face aux chocs. Parmi les 134,154 enfants, adolescent.es et jeunes formés sur la prévention des violences, 11,244 vivent dans les zones à risque et ont reçu des formations additionnelles sur la promotion de la cohésion sociale.

Le réseau des 25,197 U-Reporters du nord ont mené plus de 120 actions communautaires avec les radios et les autorités locales. L'opinion des U-Reporters a également été prise en compte dans la stratégie de plaidoyer humanitaire du bureau et dans la définition des axes stratégiques de réponse face aux défis socio-économiques, sécuritaires et climatiques dans le nord du pays.

Programmation sensible au genre

L'UNICEF au Bénin a initié en 2022 le développement d'une stratégie pour adopter une approche transformatrice de genre, en lien avec le Plan d'action 2022-2025 pour l'égalité des genres de l'UNICEF. Cette stratégie se focalise particulièrement sur les interventions de protection, mais permettra de revoir de manière holistique les causes profondes des inégalités entre les genres, afin de déployer des solutions adaptées.

L'UNICEF s'est également engagé à soutenir le Gouvernement pour le développement d'un programme approprié avec une vision multisectorielle pour répondre aux différentes préoccupations liées à l'éducation des filles.

En 2022, l'UNICEF a mobilisé USD60,500,000 millions jusqu'à 2026 pour accélérer l'élimination des violences faites aux filles et maintenir 125,000 adolescentes à l'école. Dans cette démarche d'autonomisation, 64,722 filles de 10 à 19 ans ont acquis de nouvelles compétences de vie courantes, dont 24,965 qui ont bénéficié de transferts monétaires afin d'encourager les familles à investir dans leur éducation.

Afin d'impacter tout l'environnement autour des filles, au niveau individuel comme familial, scolaire et communautaire, des interventions sont menées auprès des structures de prise en charge, aussi bien sur l'offre de service que sur le renforcement de capacités des acteurs, pour la prise en compte du genre dans l'octroi des services.

En partenariat avec le Ministère de la Santé, 104 adolescent.es ont bénéficié de formations suivant la méthodologie UPSHIFT afin de créer 16 solutions innovantes pour mieux gérer leur santé sexuelle et

reproductive et améliorer leur connaissance sur les services adaptés en matière de malnutrition, de santé et de protection.

Pour célébrer la Journée Internationale de la Fille, un match de football entre deux équipes féminines scolaires composées d'adolescent.es de 14 à 16 ans, notamment des jeunes filles de Coby – ville frontalière au Burkina Faso et où la situation des filles reste préoccupante – a été organisé en présence de 1,500 personnes pour briser les stéréotypes autour du sport. Afin de renforcer le plaidoyer pour le respect des droits des filles, l'UNICEF a illuminé l'emblématique Statue de l'Amazone en bleu pour célébrer la Journée Mondiale de l'Enfance, en présence de la Vice-Présidente du Bénin.

Afin de s'assurer que l'UNICEF puisse « agir sans nuire », différentes sessions ont été organisées pour renforcer la compréhension et l'engagement du personnel, des partenaires de mise en œuvre mais aussi des fournisseurs sur la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS). Ainsi, 67 collègues et 151 partenaires (ONG, associations de jeunes, structures gouvernementales) ont été formés sur la PEAS. 38 fournisseurs ont été sensibilisés et ont signé un code de conduite. La PEAS est intégrée dans toutes les visites programmatiques et dans 23 documents de programme en cours de mise en œuvre. A travers ces documents programmes, 341,007 personnes, dont 168,997 filles et femmes, ont été sensibilisées sur la PEAS par les partenaires de mise en œuvre de l'UNICEF et sont aujourd'hui en mesure de faire des signalements.

Pour que les résultats programmatiques de l'UNICEF soient atteints avec efficacité, tout en tenant compte des risques, des réunions de direction (CMT), des programmes et des opérations ont été tenues régulièrement afin d'assurer le suivi de tous les indicateurs. Cette gestion a permis d'atteindre un taux d'exécution du budget de 100% à la fin de l'année 2022, de réaliser 100% des spotchecks attendus. La réception, gestion et distribution des intrants d'une valeur de USD15,316,222 millions, dont USD15,167,809 des programmes et USD148,414 pour les urgences, ont également contribué à l'atteinte des résultats programmatiques, permettant à l'UNICEF d'accélérer la réalisation des droits des enfants à la santé, l'éducation et la protection.

Dans cette même démarche de créer un environnement favorable à l'atteinte des résultats en assurant le « duty of care », une retraite du personnel a été organisée en septembre 2022 et des aménagements des espaces de travail ont été faits. Le développement professionnel a été appuyé à travers les missions d'appui externe pour sept membres du personnel. Des sessions d'inductions aux nouveaux personnels ont été organisées pour faciliter l'intégration à l'UNICEF. Le bureau a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie diversité genre et géographique, qui lui a permis d'atteindre les cibles liées à la jeunesse et le genre dans la catégorie staff international. 100% des recrutements planifiés ont été réalisés, dont 80% dans les délais.

[1] Classe préparatoire correspondant à la 2ème année du primaire

UN Collaboration and Other Partnerships

Avec les agences du Système des Nations Unies, l'UNICEF a activement contribué à l'élaboration de l'UNSDCF 2023-2026. L'élaboration d'une Politique Nationale de Financement du Développement et d'une stratégie de mobilisation des ressources pour l'atteinte des ODD, avec l'appui de l'UNICEF et du PNUD, ont facilité la définition d'un cadre national de financement intégré impliquant la société civile et le secteur privé.

L'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA et ONU Femmes continuent d'œuvrer auprès du Gouvernement à travers le Fonds Français Muskoka pour l'amélioration de la santé des mères, nouveau-nés, enfants et adolescentes. Le plaidoyer conjoint entre l'UNICEF, les Pays-Bas, la Banque Mondiale et le Canada a permis d'importants progrès vers la génération d'évidence et l'atteinte des résultats pour la protection des enfants, avec de nouvelles ressources mobilisées et un engagement fort du Gouvernement pour la

promotion des droits des filles.

L'organisation de dialogues et de missions stratégiques clés avec les agences de coopération internationale et les ambassades, a permis à l'UNICEF au Bénin de mobiliser plus de 73 millions US\$ en 2022. L'UNICEF a également mobilisé les partenaires techniques et financiers pour un plaidoyer conjoint pour plus d'investissements dans les communes affectées ou à risque face à la crise du Sahel, afin d'améliorer l'accès aux services essentiels et réduire ainsi les risques d'enrôlement d'enfants et d'adolescents dans les GANE. Cet engagement régulier a renforcé le positionnement de l'UNICEF comme un acteur clé dans la préparation et la réponse aux urgences et un allié privilégié des acteurs locaux face aux chocs.

L'ambassadrice internationale de bonne volonté de l'UNICEF, Angélique Kidjo a amplifié ce plaidoyer à travers une visite dans le nord du Bénin sur la résilience des populations, des jeunes et des filles. La production d'une chanson par quatre ambassadeurs de bonne volonté nationaux de l'UNICEF du Togo, du Burkina Faso et du Bénin pour susciter l'espoir et la résilience chez les jeunes contribue également à renforcer ces efforts.

L'UNICEF a renforcé son partenariat avec le secteur privé qui s'est impliqué dans les discussions stratégiques pour l'élaboration du prochain programme de coopération Gouvernement-UNICEF. MTN Benin contribue à la transformation des services de santé, d'éducation, de protection et d'autonomisation de plus de 30,000 filles et adolescent.es dans les zones les plus à risque. VINCI Energies s'est également investi pour répondre aux défis de l'apprentissage, en accompagnant l'amélioration de l'accès au digital pour les enfants et les jeunes. Le partenariat tissé avec le Conseil National du Patronat a également abouti à un plaidoyer réussi auprès du Gouvernement pour renforcer les contrôles et la mise en œuvre de lois contre le travail des enfants.

En 2022, les jeunes se sont grandement impliqués en tant que partenaires à travers U-Report, qui compte désormais plus de 59,500 U-Reporters, contre 10,000 en 2021. 65 communautés de U-Reporters ont mené plus de 300 actions de sensibilisation, de mobilisation et de plaidoyer, y compris sur la promotion de la cohésion sociale et de la paix, en collaboration avec les autorités locales et les ONG partenaires de l'UNICEF.

Lessons Learned and Innovations

Leçons apprises

Les alliances stratégiques avec des partenaires clés de l'UNICEF, tels que les Pays Bas, les Etats Unis, le Japon, l'Allemagne, la Suisse, l'Union Européenne et le Canada, sont cruciales et devraient être maintenues. Ces partenariats ont permis un accroissement significatif des ressources financières du bureau en 2022 avec plus de USD73 Millions mobilisés, soit une augmentation de USD69 millions par rapport à 2021. Les efforts de plaidoyer ont également abouti à un engagement plus soutenu du Gouvernement pour l'accélération de l'éducation des filles, la transformation en profondeur du système éducatif et la prise en compte par les pouvoirs publics des solutions socio-économiques adaptées dans les zones affectées et/ou à risque.

Le shift programmatique engagé par l'UNICEF en début d'année avec l'appui du bureau régional et de celui du Burkina Faso et l'activation du L2 ont permis à l'UNICEF d'être l'une des agences les mieux préparées dans le lien entre le développement et l'humanitaire, et une des plus agiles et rapides pour apporter une assistance aux personnes affectées dans les zones à risque, de manière systémique et holistique et en partenariat avec les ONG, les acteurs locaux et les jeunes.

Le positionnement stratégique de l'UNICEF pour l'opérationnalisation de la nouvelle politique de santé communautaire du Bénin constitue une opportunité de plaidoyer et un levier, important pour

l'engagement de l'ensemble des parties prenantes en soutien au renforcement du système de santé.

Le renforcement des capacités de la Direction Générale du Budget en matière d'analyse budgétaire a permis de générer des évidences sur les actions à sensibilité sociale dans le budget de l'Etat. Cette appropriation pourrait permettre au Ministère des Finances d'appuyer d'autres ministères sectoriels à produire des notes budgétaires. Grâce à l'investissement fait dans le domaine des finances publiques pour les enfants, l'UNICEF a contribué à faire du Bénin un pays champion en transparence budgétaire et en participation citoyenne et un modèle en matière de dépenses sociales, qui ont atteint 43,8% des dépenses de l'Etat en 2022 contre 40,8% en 2021.

Les résultats atteints par le programme multisectoriel « Cash+ Care » autour de l'éducation des adolescent.es combinés aux interventions autour de la santé et du bien-être des adolescent.es ont permis à l'UNICEF de mettre les adolescent.es au cœur des interventions de tous les programmes et de renforcer la multisectorialité autour du droit des filles.

Enfin, l'engagement des enfants, des adolescent.es et des jeunes en tant qu'agents de changement restent des facteurs déterminants au changement social. L'implication des parents, des leaders communautaires et des enseignants et des comités villageois de veille contre les VFE et les VBG, permettent d'améliorer l'environnement familial et communautaire pour la protection des enfants et la réalisation de leurs droits.

Des points focaux sur la gestion des connaissances ont été désignés dans chaque section afin de mettre en œuvre la Stratégie de gestion des connaissances à moyen terme de l'UNICEF et renforcer la documentation des bonnes pratiques.

Innovations

L'engagement consistant auprès du Gouvernement pour le passage à l'échelle d'initiatives pilotes comme Vaxyrappe, plateforme permettant de rappeler le calendrier vaccinal des enfants aux mamans par SMS, a permis de passer à une appropriation nationale intégrée dans la stratégie e-Santé du Ministère de la Santé, avec un paquet large couvrant la vaccination, le suivi de la femme enceinte et de l'enfant de zéro à cinq ans.

La réforme des centres de promotion sociale, qui seront transformés en guichet unique de protection sociale, est à la fois une innovation et une mutation apportée au système de protection au Bénin pour rendre les services et les prestations plus accessibles aux populations. L'UNICEF a également appuyé le Ministère des Affaires Sociales pour le développement de deux plateformes digitales sur la cartographie géolocalisée des acteurs du secteur social et la gestion des centres d'accueil et de protection des enfants, pour une meilleure coordination des acteurs et l'amélioration des conditions de vie des enfants dans les CAPE.

La solution « IRELCA », qui vise à partager des messages clés sur la santé sexuelle et reproductive à travers le jeu de Ludo, a été retenue comme l'une des neuf solutions sélectionnées au niveau mondial pour être incubées dans le cadre du "Challenge Spark Incubator" de l'UNICEF. Fruit de la collaboration entre les sections Politiques Sociales et Survie à travers le projet UPSHIFT, elle a été développée directement par sept adolescentes. Parmi les solutions développées figurent également la production d'« Ignorance », la première série télévisée entièrement écrite, produite et réalisée par des adolescents au Bénin sur les grossesses précoces, le harcèlement sexuel et l'avortement. En termes de perspective, il s'agira de solliciter l'accompagnement financier d'investisseurs et de partenaires pour la mise à échelle des solutions développées par les adolescentes à travers le projet UPSHIFT.

Le partenariat public-privé-jeunes sur le programme Acteurs de Changement 229 a permis d'élargir le réseau de partenaires de l'UNICEF engagés pour la formation et l'emploi des jeunes. Cette approche a démontré l'intérêt du secteur privé pour offrir des opportunités concrètes aux jeunes mais a soulevé des limitations en termes d'inclusion, au niveau géographique comme de genre – la majorité des

participants étant des hommes, basés dans le Sud du Bénin. Au regard du manque criard d'opportunités de développement des compétences dans le Nord du Bénin, une nouvelle édition d'Acteurs de Changement 229 focalisée sur les zones frontalières sera lancée début 2023 avec pour objectif d'atteindre au moins 50% de femmes. La plateforme YOMA sera lancée au Bénin pour valoriser l'engagement des jeunes et faciliter l'accès aux opportunités de formation.

Dans un contexte économique, sécuritaire, sanitaire et climatique aux multiples défis, et en anticipation du nouveau Programme de coopération 2024-2028, l'UNICEF s'inscrit dans une dynamique de renforcement des systèmes pour assurer la continuité des services sociaux essentiels pour les enfants et leurs familles, à travers une mobilisation stratégique des partenaires nationaux et internationaux, et une participation renforcée des acteurs locaux et des jeunes dans le plaidoyer et la mise en œuvre des interventions pour la cohésion sociale, le respect et la réalisation des droits de l'enfant, des filles en particulier.